

SA TXCOM

Société Anonyme au capital de 246.372 Euros
Siège Social : 10 avenue Descartes – 92350 Le Plessis Robinson

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2019

A l'Assemblée Générale des Actionnaires de la société SA TXCOM,

1. Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société SA TXCOM relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2019, tels qu'ils sont joints au présent rapport. Ces comptes ont été arrêtés par le conseil d'administration le 28 avril 2020 sur la base des éléments disponibles à cette date dans un contexte évolutif de crise sanitaire liée au Covid-19.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

2. Fondement de l'opinion

2.1. Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

2.2. Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2019 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

3. Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le paragraphe « Evènement post clôture » de l'annexe qui traite des conséquences pour la société de la crise sanitaire du Covid-19.

4. Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, arrêtés dans les conditions rappelées précédemment, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

- Comme indiqué dans la note intitulée « Tableau des provisions » de l'annexe, votre société constitue des provisions pour couvrir les risques liés à son activité. Sur la base des éléments disponibles à ce jour, notre appréciation des provisions s'est fondée sur l'analyse des processus mis en place par la direction pour identifier et évaluer les risques, sur une revue des risques identifiés et des estimations retenues, et sur un examen des événements postérieurs venant corroborer ces estimations.
- Comme détaillé au paragraphe « Frais de recherche et de développement » de l'annexe, votre société comptabilise à l'actif des frais de développement dans le cadre de suivis individualisés de projets. Notre appréciation des montants portés à l'actif a notamment consisté à nous assurer que les montants en cause répondaient aux critères d'activation selon les règles et principes comptables applicables en France, et à obtenir de la part de la Direction la confirmation que les projets avaient une probabilité importante d'aboutir, avec une rentabilité commerciale prévisionnelle probable.

5. Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

5.1. Informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration arrêté le 28 avril 2020 et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires.

S'agissant des événements survenus et des éléments connus postérieurement à la date d'arrêtés des comptes relatifs aux effets de la crise liée au Covid-19, la direction nous a indiqué qu'ils feront l'objet d'une communication à l'assemblée générale des actionnaires appelée à statuer sur les comptes.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-4 du Code de commerce.

5.2. Informations relatives au gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans la section du rapport de gestion du conseil d'administration consacrée au gouvernement d'entreprise, des informations requises par l'article L. 225-37-4 du Code de commerce.

5.3. Autres informations

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives à l'identité des détenteurs du capital ou des droits de vote vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives aux prises de participation et de contrôle vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

6. Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs. Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

7. Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives.

L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 823-10-1 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

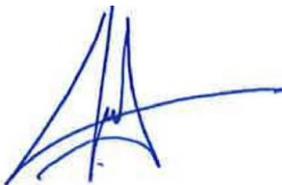
En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur,

car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs dans son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels, et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Paris, le 29 avril 2020



Auditeurs & Conseils Associés
Représenté par
Eric Chapus

Bilan actif

Rubriques	BRUT	Amort. Dépréciation	Net au 31/12/2019	Net au 31/12/2018
Capital souscrit non appelé				
Frais d'établissement				
Frais de développement	2 637 095	2 453 724	183 371	312 527
Concessions, brevets et droits similaires	155 882	123 194	32 688	38 265
Fonds commerciaux	288 055	30 000	258 055	198 055
Autres immobilisations incorporelles en cours R&D	268 423		268 423	124 318
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles				
Terrains	30 480	-	30 480	30 480
Constructions	202 525	69 142	133 383	33 486
Installations techniques, matériel et outillage industriels	446 547	380 385	66 162	73 882
Autres immobilisations corporelles	184 617	144 973	39 644	46 382
Immobilisations en cours				
Avances et acomptes				
Participations évaluées selon la méthode de mise en équivalence				
Autres participations	504 710	99 108	405 602	15 602
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés	20 013	-	20 013	20 013
Prêts			-	-
Autres immobilisations financières	3 507		3 507	3 507
Actif immobilisé	4 741 854	3 300 526	1 441 327	896 517
Stocks de matières premières, d'approvisionnements	1 392 005	454 187	937 817	682 977
Stocks d'en-cours de production de biens	272 598		272 598	235 825
Stocks d'en-cours de production de services			-	-
Stocks produits intermédiaires et finis	134 468	8 647	125 821	200 131
Stock de marchandises			-	-
Avances, acomptes versés sur commandes	45 252		45 252	27 479
Créances clients et comptes rattachés	1 177 048	-	1 177 048	149 927
Autres créances	724 390		724 390	541 596
Capital souscrit et appelé, non versé			-	-
Valeurs mobilières de placement	409 645		409 645	869 714
Dont actions propres :			-	-
Disponibilités	5 845 880		5 845 880	5 683 209
Charges constatées d'avance	101 603		101 603	81 457
Actif circulant	10 102 888	462 834	9 640 054	8 472 316
<i>Frais d'émission d'emprunts à étaler</i>				
<i>Prime de remboursement des obligations</i>				
<i>Ecart de conversion actif</i>	1 711		1 711	5 758
TOTAL	14 846 452	3 763 360	11 083 092	9 374 591

Bilan passif

Rubriques	Net au 31/12/2019	Net au 31/12/2018
Capital social ou individuel (dont versé : 246 372)	246 372	246 372
Primes d'émission, de fusion, d'apport, ...	2 938 987	2 938 987
Ecart de réévaluation (dont écart d'équivalence)		
Réserve légale	24 637	24 637
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées (Dont réserve spéciale des provisions pour fluctuation des cours)		
Autres réserves	409 609	409 609
Report à nouveau	2 941 150	2 420 886
RESULTAT DE L'EXERCICE	1 223 777	889 822
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
<i>Capitaux propres</i>	<i>7 784 532</i>	<i>6 930 313</i>
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
<i>Autres fonds propres</i>		
Provisions pour risques	51 711	84 483
Provisions pour charges	-	-
<i>Provisions pour risques et charges</i>	<i>51 711</i>	<i>84 483</i>
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	386 970	-
Emprunts et dettes financières divers (Dont emprunts participatifs :)	1 833	252
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	291 671	280 056
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	1 332 542	640 947
Dettes fiscales et sociales	289 602	286 934
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	915	41 525
Produits constatés d'avance	923 892	1 100 884
<i>Dettes</i>	<i>3 227 425</i>	<i>2 350 597</i>
<i>Ecart de conversion passif</i>	<i>19 425</i>	<i>9 198</i>
TOTAL	11 083 092	9 374 591

Compte de résultat

Rubriques	France	Export	31/12/2019	31/12/2018
Ventes de marchandises	939 062	-	939 062	35 090
Production vendue de biens	2 934 712	6 110 839	9 045 551	9 392 570
Production vendue de services	61 851	22 324	84 175	49 620
<i>Chiffre d'affaires net</i>	3 935 625	6 133 163	10 068 788	9 477 280
Production stockée			- 37 538	26 824
Production immobilisée			144 636	67 293
Subventions d'exploitation			1 000	1 500
Reprise sur amortissements et provisions, transfert de charges			304 482	173 664
Autres produits			31 004	96 348
<i>Produits d'exploitation</i>			10 512 372	9 842 909
Achats de marchandises (y compris droits de douane)			1 012 258	120 900
Variations de stock (marchandises)			-	-
Achats de matières premières et autres approvisionnements (y compris droits de douane)			4 684 833	4 545 226
Variation de stock (matières premières et approvisionnements)			- 264 885	224 756
Autres achats et charges externes			1 514 432	1 464 280
Impôts, taxes et versements assimilés			243 918	248 173
Salaires et traitements			1 239 322	1 207 232
Charges sociales			438 672	450 462
Dotations aux amortissements sur immobilisations			200 853	398 310
Dotations aux provisions immobilisations			-	-
Dotations aux provisions sur actif circulant			50 045	66 246
Dotations aux provisions pour risques et charges			-	-
Transferts de charges			-	-
Autres charges			47 537	99 642
<i>Charges d'exploitation</i>			9 166 987	8 825 228
<i>Résultat d'exploitation</i>			1 345 386	1 017 681
<i>Bénéfice attribué ou perte transférée</i>				
<i>Perte supportée ou bénéfice transféré</i>				
Produits financiers de participation			6 330	3 452
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé				-
Autres intérêts et produits assimilés			52 705	39 990
Reprises sur provisions et transferts de charges			5 758	15 119
Différences positives de change			51 939	118 596
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement			717	75
<i>Produits financiers</i>			117 449	177 232
Dotations financières aux amortissements et provisions			1 711	5 758
Intérêts et charges assimilées			628	0
Différences négatives de change			6 634	511
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement			144	-
<i>Charges financières</i>			9 117	6 269
<i>Résultat financier</i>			108 332	170 963
<i>Résultat courant avant impôts</i>			1 453 718	1 188 644

Rubriques	31/12/2019	31/12/2018
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	370	43 846
Produits exceptionnels sur opérations en capital	311 434	177 408
Reprises sur provisions et transferts de charges	78 725	-
<i>Produits exceptionnels</i>	<i>390 529</i>	<i>221 254</i>
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	148 892	121 819
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	-	15 835
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions	50 000	60 725
<i>Charges exceptionnelles</i>	<i>198 892</i>	<i>198 379</i>
<i>Résultat exceptionnel</i>	<i>191 637</i>	<i>22 875</i>
<i>Participation des salariés au résultat de l'entreprise</i>		
<i>Impôts sur les bénéfices</i>	<i>421 578</i>	<i>321 697</i>
<i>Total des produits</i>	<i>11 020 350</i>	<i>10 241 395</i>
<i>Total des charges</i>	<i>9 796 573</i>	<i>9 351 573</i>
<i>Bénéfice ou perte</i>	<i>1 223 777</i>	<i>889 822</i>

ANNEXE

Faits majeurs de l'exercice ayant une incidence comptable

Lease-Back Immobilier

Par acte notarié en date du 31 mars 2010, la société a procédé à un Lease-back de l'ensemble immobilier de son siège social pour un prix global de 4.000.000 € dont 600.000 € au titre du terrain.

Cette opération se place sous le régime de l'article 39 Novedecies du CGI, la société a donc procédé à l'étalement de la plus-value du contrat, soit 15 ans.

En conséquence, au titre de la période, la société a donc constitué un résultat exceptionnel de 176 922 €.

Le retraitement fiscal de la redevance qui concerne les éléments non amortissables a généré une réintégration extracomptable de 105 905 €

Crédit d'impôt recherche

Au 31 décembre 2019, la société TXCOM a constitué un CIR de 51 230 €

Dividendes

La société a procédé à une distribution de dividendes de 369 558 € au cours du premier semestre 2019.

Acquisition d'actif

Par jugements du Tribunal de commerce de Paris du 14 juin 2019, la société TXCOM a acquis les actifs de sociétés en redressement judiciaire. Fin décembre 2019, la société a créé deux filiales NOUVELLE BCR de 260 000€ et NOUVELLE STAF de 130 000€ de capital pour recevoir ces actifs.

Les comptes au 31/12/2019 ont donc été impactés des opérations suivantes :

. Titres de participation : augmentation de 390 000 €

. Comptes courants envers ces deux nouvelles filiales : augmentation de 35 931 €.

Parallèlement, la société a fait une avance de trésorerie de 210.000 € à sa filiale Attel Ingénierie pour l'acquisition d'actifs de la société AVMA en redressement judiciaire mi-juin 2019.

Les différentes avances aux filiales sont présentées au poste « autres créances ».

Par jugements du Tribunal de commerce de Paris du 3 juillet 2019, la société TXCOM a acquis les actifs de la société NATFIS en redressement judiciaire.

Traitement des écarts de changes

Conformément au règlement ANC N°2015-05 relatif aux instruments financiers à terme et aux opérations de couverture applicable aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2018, les écarts de change attachés aux créances et dettes commerciales ont été comptabilisés en compte d'exploitation 756 et 656 (PDG, art.932-1) et non plus au niveau financier.

Evènement post clôture

L'apparition de l'épidémie de COVID-19 en janvier 2020 entraîne des incertitudes sur le contexte économique français. Les conséquences pour notre société sont aujourd'hui difficiles à évaluer, et dépendront de l'ampleur et de la durée de cette crise, comme des mesures prises par le gouvernement français. Nous mettons tout en œuvre pour assurer la poursuite de notre activité. A la date d'arrêté des comptes, la crise du COVID-19 ne remet pas en cause la continuité d'exploitation de l'entreprise.

Règles et méthodes comptables

Désignation de l'entreprise : SA TXCOM

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2019, dont le total est de 11 083 092 € et au compte de résultat de l'exercice, dégageant un bénéfice de 1 223 777 €.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2019 au 31/12/2019.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Règles générales

Les comptes annuels de l'exercice clos ont été élaborés et présentés conformément au règlement de l'autorité des normes comptables N°2014-03 du 5 juin 2014, modifié par le règlement ANC N°2015-06 du 23 novembre 2015.

Les conventions comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- Continuité de l'exploitation,
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- Indépendance des exercices.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, sont rattachés à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue :

Constructions	30 ans
Agencements et aménagements des constructions	10 à 20 ans
Installations techniques	5 à 15 ans
Matériels et outillage industriels	5 à 10 ans
Installations générales, agencements et	5 à 15 ans
Matériel de transport	3 à 5 ans
Matériel de bureau	3 à 5 ans
Matériel informatique	3 ans
Mobilier	10 ans

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

L'entreprise a apprécié à la date de clôture, en considérant les informations internes et externes à sa disposition, l'existence d'indices montrant que les actifs ont pu perdre notablement de la valeur.

La nouvelle réglementation en matière de fonds de commerce non amortis conduit à réaliser obligatoirement, au titre des exercices ouverts à compter du 1er janvier 2016, un test de dépréciation au moins une fois par exercice, qu'il existe ou non un indice de perte de valeur (PCG, art. 214-15).

Titres de participation

Les titres de participation, sont évalués à leur valeur d'acquisition. Une provision pour dépréciation est comptabilisée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable à la clôture de l'exercice.

Titres de placements

Les valeurs mobilières de placement ont été évaluées à leur prix d'acquisition, à l'exclusion des frais engagés pour leur achat.

Les valeurs mobilières ont été dépréciées par voie de provision pour tenir compte :

- pour les titres cotés, du cours moyen du dernier mois de l'exercice
- pour les titres non cotés, de leur valeur probable de négociation à la clôture de l'exercice.

Stocks

Les coûts d'acquisition des stocks comprennent le prix d'achat, les droits de douane et autres taxes, à l'exclusion des taxes ultérieurement récupérables par l'entité auprès des administrations fiscales, ainsi que les frais de transports, de manutention et autres coûts directement attribuables au coût de revient des matières premières, des marchandises, des encours de production et des produits finis. Les rabais commerciaux, remises, escomptes de règlement et autres éléments similaires sont déduits pour déterminer les coûts d'acquisition.

Les stocks sont évalués suivant la méthode du coût moyen pondéré.

Une provision pour dépréciation des stocks égale à la différence entre la valeur brute déterminée suivant les modalités indiquées ci-dessus et le cours du jour ou la valeur de réalisation déduction faite des frais proportionnels de vente, est effectuée lorsque cette valeur brute est supérieure à l'autre terme énoncé.

Créances et dettes

Les créances sont comptabilisées pour leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Provisions

Toute obligation actuelle résultant d'un événement passé de l'entreprise à l'égard d'un tiers, susceptible d'être estimée avec une fiabilité suffisante, et couvrant des risques identifiés, fait l'objet d'une comptabilisation au titre de provision.

Opérations en devises

Lors d'acquisition d'actif en monnaie étrangère, le taux de conversion utilisé est le taux de change à la date d'entrée ou, le cas échéant, celui de la couverture si celle-ci a été prise avant l'opération. Les frais engagés pour mettre en place les couvertures sont également intégrés au coût d'acquisition.

Les dettes, créances, disponibilités en devises figurent au bilan pour leur contre-valeur au cours de fin d'exercice. La différence résultant de l'actualisation des dettes et créances en devises à ce dernier cours est portée au bilan en écart de conversion.

Les pertes latentes de change non compensées font l'objet d'une provision pour risques, en totalité suivant les modalités règlementaires.

Produits et charges exceptionnels

Les produits et charges exceptionnels tiennent compte des éléments qui ne sont pas liés à l'activité normale de l'entreprise.

Engagement retraite

L'engagement envers les salariés au titre des indemnités de fin de carrière est estimé à 272 598 € au 31 décembre 2019

Pour rappel, cet engagement était de 208 701 € au 31 décembre 2018.

La méthode de calcul est la suivante :

Ne partent à la retraite volontaire que les salariés de plus de 65 ans.

L'évaluation des personnels concernés en fonction de leur âge actuel, de l'application d'un taux de rotation individualisé et de table de mortalité.

Le taux d'actualisation pris en compte est de 0,77%, le taux de progression retenu des rémunérations est de 1% et celui de rotation de l'effectif est dégressif selon l'âge (de 20% à 1% selon la tranche d'âge)

Effectif (ETP : Equivalent Temps Plein)

	2019 ETP	2018 ETP
Employés – ETAM	24,43	24,07
Cadres	10,97	11,42
Total	35,4	35,49

Consolidation

La société TXCOM est tête de groupe et établit des comptes consolidés à ce titre.

Notes sur le bilan

Tableau des immobilisations

	Au début d'exercice	Augmentations	Diminutions	En fin d'exercice
Frais de recherche et de développement	2 636 564	531		2 637 095
Fonds commercial	228 055	60 000		288 055
Concessions, brevets et droits similaires	150 723	5 159		155 882
Immobilisations incorporelles en cours	124 318	144 636	531	268 423
<i>Immobilisations incorporelles</i>	3 139 660	210 326	531	3 349 455
Terrains	30 480			30 480
Constructions sur sol propre	50 882			50 882
Constructions sur sol d'autrui	-			-
Constructions installations générales	47 408	104 235		151 643
Installations techniques et outillage industriel	415 309	31 238		446 547
Installations générales, agencements et divers	57 753			57 753
Matériel de transport	34 757			34 757
Matériel de bureau, informatique et mobilier	103 619	10 395	21 907	92 107
Emballages récupérables et divers	-			-
Avances et acomptes	-			-
<i>Immobilisations corporelles</i>	740 208	145 868	21 907	864 169
Participations mises en équivalence				
Autres participations	114 710	390 000		504 710
Autres titres immobilisés	20 013			20 013
Prêts et autres immobilisations financières	3 507			3 507
<i>Immobilisations financières</i>	138 230	390 000	-	528 230
TOTAL	4 018 098	746 194	22 438	4 741 854

Les flux s'analysent comme suit :

	Immobilisations incorporelles	Immobilisations corporelles	Immobilisations financières	Total
Virements de poste à poste				
Virements de l'actif circulant				
Acquisitions	210 326	145 868	390 000	746 194
Apports				
Créations				
Réévaluations				
<i>Augmentations de l'exercice</i>	210 326	145 868	390 000	746 194
Virements de poste à poste	531			531
Virements de l'actif circulant				
Cessions				
Scissions				
Mises hors service		21 907		21 907
<i>Diminutions de l'exercice</i>	531	21 907	-	22 438

Immobilisations incorporelles

Frais de recherche et de développement

Les frais de recherche et de développement sont déterminés en fonction du temps consacré par chaque salarié aux différents projets auquel s'ajoutent les frais du bureau d'étude et des factures de sous-traitance.

Ils sont activés lorsque la direction estime que le projet à de véritables chances de réussite commerciale.

	Montant Brut	Durée
Frais R&D 2007	263 978	4
Frais R&D 2008	263 609	4
Frais R&D 2009	116 798	4
Frais R&D 2010	371 189	4
Frais R&D 2011	230 106	4
Frais R&D 2012	240 043	4
Frais R&D 2013	302 395	4
Frais R&D 2014	297 552	4
Frais R&D 2015	130 830	4
Frais R&D 2016	250 173	4
Frais R&D 2017	242 751	4
Frais R&D 2018	51 458	4
Frais R&D 2019	144 636	4
<i>Frais de recherche et développement</i>	2 905 518	

Fonds commercial

	Achetés	Réévalués	Reçus en apport	Total
TXCOM	90 000			90 000
ATTEL	30 000			30 000
AXIOHM	48 055			48 055
MAINTAG	50 000			50 000
DS DYNATEC	10 000			10 000
NAFTIS	60 000			60 000
TOTAL	288 055			288 055

Au 31 décembre 2014, le fonds de commerce lié à ATTEL a été déprécié en intégralité soit 30 000 €.

Le 20 janvier 2017, la société TXCOM a fait l'acquisition du fonds de commerce de DS-Dynatec pour une valeur de 10 000 €.

Le 4 juillet 2019, la société TXCOM a fait l'acquisition du fonds de commerce de NAFTIS pour une valeur de 60 000 €.

Immobilisations financières

Les autres immobilisations financières correspondent principalement à la régularisation du transfert des actions et liquidités lié à la résiliation en 2014, du contrat de liquidité qui avait été conclu par la société.

Liste des filiales et participations

Renseignements détaillés sur chaque titre

Filiales et participations	Capital social	Réserves et report à nouveau	Quote-part du capital détenu en %	Résultat du dernier exercice clos	Chiffre d'Affaires
<u>A – Renseignements détaillés concernant les filiales & participations</u>	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-
- Filiales (plus de 50% du capital détenu)					
ATTEL INGENIERIE	26 618	-1 149	100%	-208 540	877 950
AXIOHM LLC US		6 624	100%	295	76 612
NOUVELLE BCR	260 000		100%	33 183	767 448
NOUVELLE STAF	130 000		100%	66 440	572 598
- Participations (10 à 50 % du capital détenu)					

Renseignements globaux sur toutes les filiales

Filiales et participations	Valeur brute des titres détenus	Valeur nette des titres détenus	Prêts et avances consenties par la Sté	Cautions et avals	Dividendes encaissés
<u>B - Renseignements détaillés concernant les filiales & participations</u>		-	-	-	-
- Filiales (plus de 50% du capital détenu)					
<u>Filiales françaises</u>					
ATTEL INGENIERIE	114 711	15 602	233 317		
NOUVELLE BCR	260 000	260 000	24 460		
NOUVELLE STAF	130 000	130 000	21 471		
- Participations (10 à 50 % du capital détenu)					

Les titres de la société ATTEL INGENIERIE ont fait l'objet d'une dépréciation à hauteur de 99 108 € sur 2014.

Amortissement des immobilisations

Situation et mouvements de l'exercice des amortissements techniques (ou venant en diminution de l'actif)

Rubriques	Montant début exercice	Augmentations dotations	Diminutions reprises	Montant fin exercice
Frais d'établissement et de développement	2 324 037	129 687		2 453 724
Autres postes d'immobilisations incorporelles	112 458	10 736		123 194
<i>Autres immobilisations incorporelles</i>	2 436 495	140 423		2 576 918
Terrains	0			-
Constructions sur sol propre	50 882			50 882
Constructions sur sol d'autrui	0			-
Constructions inst. Générales, agencements et aménagements des constructions	13 922	4 338		18 260
Installations techniques, matériel et outillage industriels	341 426	38 959		380 385
Installations générales, agencements et divers	34 063	3 631		37 693
Matériel de transport	23 513	5 486		29 000
Mat de bureau et informatique, mobilier	92 172	8 016	21 908	78 280
Emballages récupérables et divers	0			-
<i>Total des amortissements sur immobilisations corporelles</i>	555 978	60 430		594 501
Total général	2 992 473	200 853	0	3 171 419

Etat des créances

Le total des créances à la clôture de l'exercice d'élève à 2 073 524 € et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

Libellés	Montant brut	Échéances à moins d'1 an	Échéances à plus d'1 an
Créances rattachées à des participations			-
Autres immobilisations financières (dépôts versés)	3 507		3 507
Autres immobilisations financières (actions propres)	20 013		20 013
<i>Total de l'actif immobilisé</i>	23 520	-	23 520
Clients douteux ou litigieux	-	-	
Créances clients et comptes rattachés	1 177 048	1 177 048	
Impôts et taxes	56 910	56 910	
CC filiales	509 088		509 088
Autres	203 644	203 644	
Capital souscrit - appelé, non versé			
Charges constatées d'avance	101 603	101 603	
Ecart conversion actif	1 711	1 711	
TOTAL	2 073 524	1 540 916	532 608

Produits à recevoir

Montants des produits et avoirs à recevoir inclus dans les postes suivants :

Montant des produits et avoirs à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan	Montant TTC
Clients : factures à établir	156 503
Fournisseurs : avoirs à recevoir	4 999
Intérêts courus à recevoir	2 037
TOTAL	163 539

Capitaux propres

Composition du capital social

Le Capital social d'un montant de 246 372 € est décomposé de 1 231 860 titres d'une valeur nominale de 0,20€.

Affectation du résultat

	Montant
Report à nouveau de l'exercice précédent	2 420 886
Résultat de l'exercice précédent	889 822
Total des origines	3 310 708
Affectation aux réserves	
Distributions	369 558
Autres répartitions	
Report à nouveau	2 941 150
Affectation de l'exercice	3 310 708

Tableau des variations des capitaux propres

	Solde au 01/01/2019	Affectations des résultats	Augmentations	Diminutions	Solde au 31/12/2019
Capital	246 372				246 372
Primes d'émission	2 938 987				2 938 987
Réserve légale	24 637				24 637
Réserves générales	409 609				409 609
Report à nouveau	2 420 886	520 264			2 941 150
Résultat de l'exercice	889 822	- 889 822	1 223 777		1 223 777
Dividendes		369 558			-
Total Capitaux propres	6 930 313	- 0	1 223 777	-	7 784 532

Provisions

Tableau des provisions

Provisions pour risques et charges				
Rubriques	Montant début d'exercice	Augmentations dotations	Diminutions reprises	Montant fin exercice
Provisions pour litiges	78 725	50 000	78 725	50 000
Provisions pour garanties données aux clients				
Provisions pour pertes sur marchés à terme				
Provisions pour amendes et pénalités				
Provisions pour pertes de change	5 758	1 711	5 758	1 711
Provisions pour pensions et obligations similaires				
Provisions pour impôts				
Provisions pour renouvellement des immobilisations				
Provisions pour gros entretien et grandes révisions				
Provisions pour charges sociales et fiscales sur congés à payer				
Autres provisions pour risques et charges				
TOTAL	84 483	51 711	84 483	51 711

Provisions pour dépréciation				
Rubriques	Montant début d'exercice	Augmentations dotations	Diminutions reprises	Montant fin exercice
Provisions sur immobilisations incorporelles	30 000			30 000
Provisions sur immobilisations corporelles				
Provisions sur titres mis en équivalence				
Provisions sur titres de participation	99 108			99 108
Provisions sur autres immobilisations financières				
Provisions sur stocks et en cours	412 789	50 045		462 834
Provisions sur comptes clients	543		543	0
Autres provisions pour dépréciation				
TOTAL	542 440	50 045	543	591 942

Total général	626 923	101 756	85 026	643 652
----------------------	----------------	----------------	---------------	----------------

Dettes

Etat des dettes

Le total des dettes à la clôture de l'exercice s'élève à 3 246 850 € et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

Libellés	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an et 5 ans au plus	A plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts auprès des organismes de crédit	386 970	78 612	308 358	
Emprunts et dettes financières divers	1 833	1 833		
Fournisseurs et comptes rattachés	1 332 542	1 332 542		
Personnel et comptes rattachés	110 867	110 867		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	113 896	113 896		
Impôts sur les bénéfices		-		
Taxe sur la valeur ajoutée	26 084	26 084		
Obligations cautionnées		-		
Autres impôts, taxes et assimilés	38 754	38 754		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		-		
Groupe et associés		-		
Autres dettes	292 585	292 585		
Dettes représentatives de titres empruntés ou remis en garantie				
Produits constatés d'avance	923 892	176 992	691 968	54 932
Ecart conversion passif	19 425	19 425		
TOTAL	3 246 850	2 191 592	1 000 327	54 932

Le montant des divers emprunts et dettes contractées auprès d'associés personnes physiques s'élève à 0 €.

Deux prêts ont été contractés auprès de la Société Générale le 1^{er} octobre 2019 à échéance le 1^{er} octobre 2024 de 270 000€ et 130 000€ lié à l'acquisition des filiales de NOUVELLE BCR et NOUVELLE STAF le 15 juin 2019.

Charges à payer

Rubriques	Montant
Emprunts obligataires convertibles	
Autres emprunts obligataires	
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	
Emprunts et dettes financières divers	1 833
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	125 914
Dettes fiscales et sociales	169 000
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	
Disponibilités, charges à payer	
Avoir à établir	0
TOTAL	296 748

Autres informations

Eléments concernant les entreprises liées

Produits financiers concernant des entreprises liées : 6 330 €

	Entreprises liées
Participations	405 602
<i>Total des immobilisations</i>	405 602
Créances clients et comptes rattachés	777 550
Autres comptes rattachés	492 768
<i>Total créances</i>	1 270 317
Emprunts et dettes financières diverses	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	72 709
Autre dettes	-
<i>Total dettes</i>	72 709
TOTAL	1 603 211

La société KITIS a facturé ses honoraires à TXCOM pour un montant global de 148 100 € en 2019.

Comptes de régularisation

Charges constatées d'avance

	Charges d'exploitation	Charges Financières	Charges Exceptionnelles
Charges d'exploitation	101 603		
TOTAL	101 603		

Les charges constatées d'avance correspondent principalement au loyer du Lease-back immobilier du 1^{er} trimestre 2020.

Produits constatés d'avance

	Produit d'exploitation	Produits Financiers	Produits Exceptionnels
Produits d'exploitation			923 892
TOTAL	-	-	923 892

Les produits constatés d'avance correspondent principalement à l'étalement de la plus-value sur le Lease-back immobilier.

Autres informations

Engagements financiers

Engagements donnés et reçus

	Montant en €
Effets escomptés	
Avals et cautions	20 000
Engagements en matière de pensions	272 598
Engagement de crédit-bail immobilier	2 098 468
Assurance CARDIF sur la tête de Monsieur CLAVERY	756 164
Contre garantie OSEO à hauteur de 20% sur 4 000 000 €	800 000
Clause de retour à meilleure fortune sur abandons de créances	413 000
Autres engagements donnés et reçus	1 969 164
<i>Total</i>	4 360 230

Au 31 décembre 2019, la clause de retour à meilleure fortune n'a pas trouvé son application au titre des abandons de créances du 8 décembre 2010 (350 000 €) et du 15 décembre 2011 (63 000 €).

La société a par ailleurs, obtenu une caution de 20 000 euros par BNP PARIBAS ;

Crédit-Bail

Rubrique	Terrains	Constructions	Total
Valeur d'origine	600 000	3 400 000	4 000 000
Amortissements :			
- Cumuls exercices antérieurs		1 487 500	1 487 500
- Dotations de l'exercice		170 000	170 000
TOTAL		1 657 500	1 657 500
Redevances payées :			
- Cumuls exercices antérieurs		2 669 823	2 669 823
- Exercice		296 473	296 473
TOTAL		2 966 296	2 966 296
Redevances restant à payer :			
- à un an au plus		282 057	282 057
- à plus d'un an et cinq au plus		1 192 534	1 192 534
- à plus de cinq ans		78 085	78 085
TOTAL		1 552 676	1 552 676
Valeur résiduelle :			
- à un an au plus			
- à plus d'un an et cinq au plus			
- à plus de cinq ans		1	1
TOTAL		1	1
Montant pris en charge dans l'exercice		296 473	296 473

Note sur le compte de résultat

Les transferts de charges en compte 791 correspondent :

	2019	2018
Transfert des paies du site du Plessis	6 534	7 343
Refacturation de charges à ATTEL	168 165	124 008
Refacturation de charges à NOUVELLE BCR	114 840	-
Refacturation de charges à NOUVELLE STAF	14 401	-
TOTAL	303 940	131 351

Honoraires du commissaire aux comptes :

La société TXCOM a pour commissaire aux comptes, le cabinet ACA NEXIA, 31 rue Henri Rochefort, 75017 PARIS, représenté par Monsieur Eric CHAPUS.

En application de l'article R123-198 du Code du Commerce, la société est tenue d'indiquer le montant des honoraires du commissaire aux comptes pris en charge sur l'exercice.

Les honoraires, comptabilisés dans les charges de l'exercice 2019, se sont élevés à 30 519 Euros.

Résultat exceptionnel

Le résultat exceptionnel se décompose ainsi :

	Montant
Pénalités et amendes	475
Charges sur opération de gestion	8 526
Charges liées au social	104 208
Charges sur Honoraires	22 947
Charges sur exercices antérieurs	12 736
Charges sur opérations en capital	
Dotations pour risques et charges	50 000
CHARGES EXCEPTIONNELLES	198 892
Produits sur exercices antérieurs	370
Produits sur opération de gestion	-
Produits sur cession actif	176 992
Produits exceptionnels	134 442
Reprises pour risques et charges	78 725
PRODUITS EXCEPTIONNELS	390 529
RESULTAT EXCEPTIONNEL	191 637

Les charges exceptionnelles liées au social incluent notamment des coûts de restructuration sociaux et des coûts liés à la reprise des nouvelles activités (NAFTIS)

Les 177 K€ de produits de cession d'actifs correspondent à l'étalement de la plus-value liée au lease-back immobilier réalisé par le passé.

Les 134 K€ de produits exceptionnels sont liés à une cession de droits liés à une parcelle immobilière au Plessis Robinson.